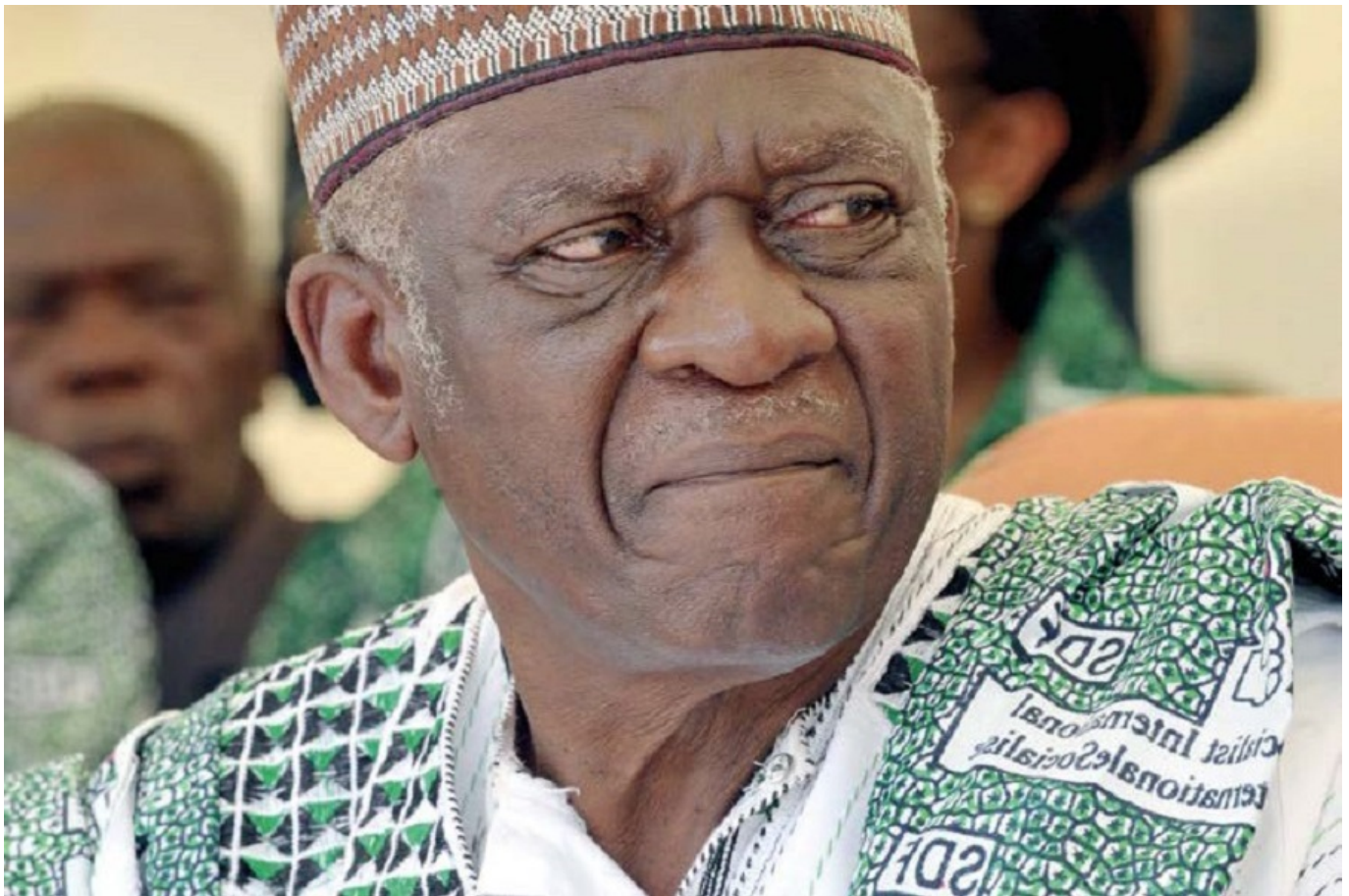




L'homme fort de Ntarikon, président national du Social Democratic Front (SDF) est resté muet depuis que son électron du Littoral, Jean Michel Nintcheu, a échoué dans sa tentative d'organiser une marche à Douala, le 21 octobre 2017. On se souvient pourtant qu'en mars 2017, Ni John Fru Ndi s'est opposé fermement à une manifestation similaire, en soutien au fédéralisme, projetée par son député. De même qu'il a souhaité voir le chef de l'Etat traduit devant la Cour pénale internationale, suite aux événements survenus le 1er octobre dans les Régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

A La dernière sortie publique de Ni John Fru Ndi, le président national du Social Democratic Front remonte au 3 octobre 2017, dans une interview accordée à nos confrères du journal français «Le Monde», au lendemain de la tentative de proclamation symbolique d'indépendance de la République fictive d'Ambazonie, avortée le 1er octobre 2017. Des échauffourées entre les forces de l'ordre et des activistes déchaînés avaient eu lieu. Le Chairman tenait alors le président de la République, Paul Biya, comme «principal responsable» des incidents enregistrés dans les deux Régions anglophones des Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Le 4 octobre suivant, toujours en rapport avec lesdits événements, enfonçant le clou, Ni John Fru Ndi émettait le souhait de voir le chef de l'Etat du Cameroun, «être traduit devant la Cour pénale internationale pour «crimes flagrants et violations sans précédent des droits de l'homme».

Depuis, plus rien ! Pourtant, le premier parti de l'opposition camerounaise défraie la chronique dans sa circonscription régionale du Littoral, au sujet d'une «marche de soutien aux populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest», programmée par Jean Michel Nintcheu, député SDF Wouri Est, président régional de cette formation politique pour le Littoral. Le rétroviseur politique renvoie en mars 2017.

Le Chairman s'était opposé ouvertement à une marche projetée par son représentant dans le Littoral, en soutien au fédéralisme. «Je ne veux pas être responsable de la mort des Camerounais», avait-il confié à ses proches, sans prendre officiellement une position publique. Jean Michel Nintcheu, la mort dans l'âme et face à l'opposition de son chef politique, battra en retraite par annulation de ladite marche.

EXTRÊME GRAVITÉ

Partant de l'autorisation administrative du 12 octobre 2017, de la «marche de soutien aux populations du Nord- Ouest et du Sud-Ouest», suivie de son interdiction le 19 octobre 2017, par la même autorité administrative, Jean Marie Tchakui Noundie, le sous-préfet de Douala 1er, le mythique président national du SDF est demeuré muet comme une carpe, laissant ses lieutenants monter au créneau. Même silence assourdissant observé après le quadrillage de la capitale économique par les forces de l'ordre, l'isolement de son bouillant député, ainsi que sa mise en quarantaine et l'interdiction de toute sortie politique publique, ce 21 octobre 2017. Des faits pourtant jugés «d'une extrême gravité», par Jean Robert Wafo, le ministre de la Communication du gouvernement fantôme du SDF. Toujours aucune sortie du Chairman, quatre jours après les faits. Dans une de ses nombreuses réactions, Jean Robert Wafo, déclare l'air grave: «Le SDF ne demandera plus jamais d'autorisation de manifestation publique». Bien qu'incendiaire, cette position du porte-parole du gouvernement fictif du SDF n'engage certainement pas le Front social démocrate, ni son fondateur Ni John Fru Ndi. Mais, l'homme fort de Ntarikon est-il embarrassé par l'activisme de ses représentants dans le Littoral ?

Comme en mars 2017, pourquoi ne s'est-il pas prononcé pour ou contre la marche de soutien du 21 octobre 2017 ? Le Chairman maîtrise-t-il encore ses pions du Littoral ? Des questions essentielles qui résonnent parfois comme une guerre froide entre l'inamovible Fru Ndi et Jean Michel Nintcheu, très proche de Joshua Osih Nambangi, premier viceprésident du SDF, parfois présenté comme possible remplaçant du Chairman.